



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 20 mars 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

3RD'ANJOU-Déchetterie St Georges sur Loire

Maison Intercommunale Loir et Sarthe
103 rue Charles Darwing
49125 Tiercé

Références : EC-2025-99-INSP-3R D'ANJOU-Saint Georges sur Loire-RAP

Code AIOT : 0006304385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2025 dans l'établissement 3RD'ANJOU-Déchetterie de St Georges sur Loire implanté Route de la Possonnière Déchetterie intercommunale de St Georges - 49170 Saint-Georges-sur-Loire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 3RD'ANJOU-Déchetterie St Georges
- Route de la Possonnière Déchetterie intercommunale de St Georges - 49170 Saint-Georges-sur-Loire
- Code AIOT : 0006304385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Saint Georges sur Loire est régie par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 juin 2006 ;
- le donner acte pour le bénéfice de l'antériorité du 12 juin 2013 au titre des rubriques 2710.1.b et 2710.2.a ;
- récépissé de transfert d'exploitation au profit du syndicat 3R d'Anjou du 5 mai 2022.

Le syndicat 3R d'Anjou a déposé, le 6 février 2025, un dossier d'aménagement de la déchetterie (voirie, déplacement de bassins etc...) qui est en cours d'instruction.

Thème de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 9	Demande d'action corrective	1 mois
3	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Rejets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- sous 1 mois de :

- vérifier ses installations électriques de façon complète (fourniture de tous les documents nécessaires, coupure de courant pour vérifier les dispositifs différentiels, continuité à la terre de tous les récepteurs) ;
- transmettre le rapport de vérification à l'inspection des installations classées ;
- rendre accessible le point de rejet des eaux de ruissellement vers le milieu naturel pour la réalisation d'une nouvelle campagne de mesures ;
- transmettre les résultats de ce contrôle à l'inspection ;
- retourner à la conformité des résultats d'analyse ;
- nettoyer la borne à huiles usagées et le sol alentour ;
- transmettre les photos à l'inspection à l'issue de ce nettoyage.

- sous 3 mois de :
 - effectuer un exercice incendie ;
 - transmettre le compte rendu de l'exercice incendie à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Intégration dans le paysage
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence.
Constats : L'inspection des installations classées constate que : - le point de rejet des eaux de ruissellement n'est pas accessible et recouvert de ronces.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : - rendre accessible le point de rejet des eaux de ruissellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté de l'installation
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.
Constats : L'inspection des installations classées constate que : - les hauts de quai sont propres et sécurisés ; - la borne à huiles usagées est sous abri ; - la réserve d'eau incendie est disponible ; - la borne à huile et le sol alentour sont couverts d'huiles usagées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : - nettoyer la borne à huiles usagées et le sol alentour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, <u>entretenu en bon état et vérifiées</u> . Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : L'inspection des installations classées constate que : - les installations électriques ont été vérifiées le 19 février 2025 (rapport de vérification A32341822-002-1 de l'APAVE) ; - le rapport indique que : <ul style="list-style-type: none">- <u>à la demande de l'exploitant la coupure de courant n'a pas été réalisée ;</u>- tous les documents nécessaires à la vérification n'ont pas été fournis- la terre générale a été mesurée (67 Ohms) ;- la continuité à la terre de certains circuits n'a pu être vérifiée ;- les disjoncteurs différentiels (général EDF et général tableau) n'ont pas été testés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : - vérifier ses installations électriques de façon complète (fourniture de tous les documents nécessaires, coupure de courant pour vérifier les dispositifs différentiels, continuité à la terre de tous les récepteurs) ; - transmettre le rapport de vérification à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dispositions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22-1
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des incendies
Prescription contrôlée : .../... Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1 ^{er} janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1 ^{er} juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus

qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans..../...

Constats :

L'exploitant déclare ne pas avoir organisé d'exercice incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'organiser un exercice incendie sous 3 mois et de transmettre le compte-rendu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 25

Thème(s) : Situation administrative, Vérification périodique et maintenance des équipements

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que la vérification des extincteurs a eu lieu le 14 mars 2024 (rapport n°PER00204).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet

Prescription contrôlée :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température < 30 °C ;

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : 100 mg/l ;
- DCO : 300 mg/l ;
- DBO₅ : 100 mg/l ;

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain.

- indice phénols : 0,3 mg/l ;
- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;
- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;
- AOX : 5 mg/l ;
- arsenic : 0,1 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;

- métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que :

- les analyses des années antérieures (2020 à 2023) présentaient des résultats conformes aux VLE ;
- les analyses des eaux de rejet ont été effectuées le 4 décembre 2024 ;
- les résultats sont supérieurs aux valeurs limites de rejet pour les paramètres suivants :

Paramètres	Valeur mesurée	VLE
MES	5 000 mg/l	100 mg/l
DCO	140 000 mg/l	300 mg/l
DBO ₅	2 800 mg/l	100 mg/l
Hydrocarbures totaux	33 676 mg/l	10 mg/l

L'exploitant déclare que l'échantillon a probablement été prélevé dans le débourbeur.
(voir PC 1 : point de rejet au milieu naturel inaccessible).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant sous 1 mois :

- d'effectuer de nouvelles analyses en prélevant l'eau à la sortie de débourbeur au point de rejet au milieu naturel ;
- de transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

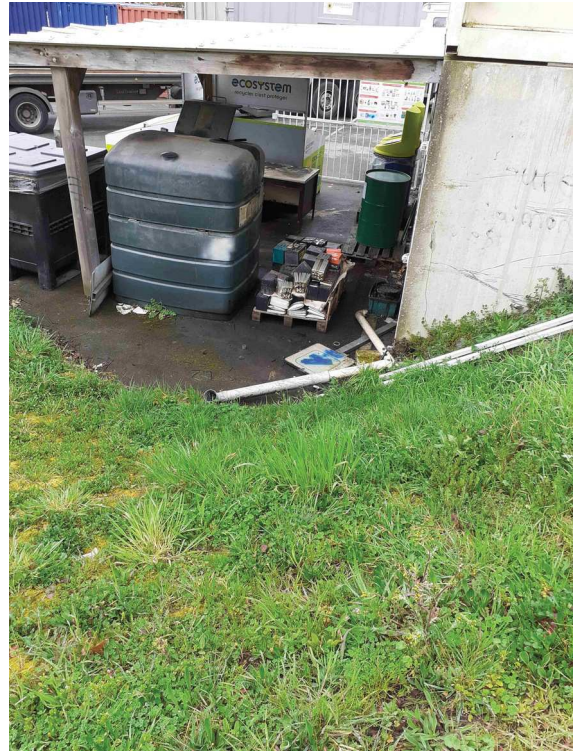
N°1 : Dispositions générales



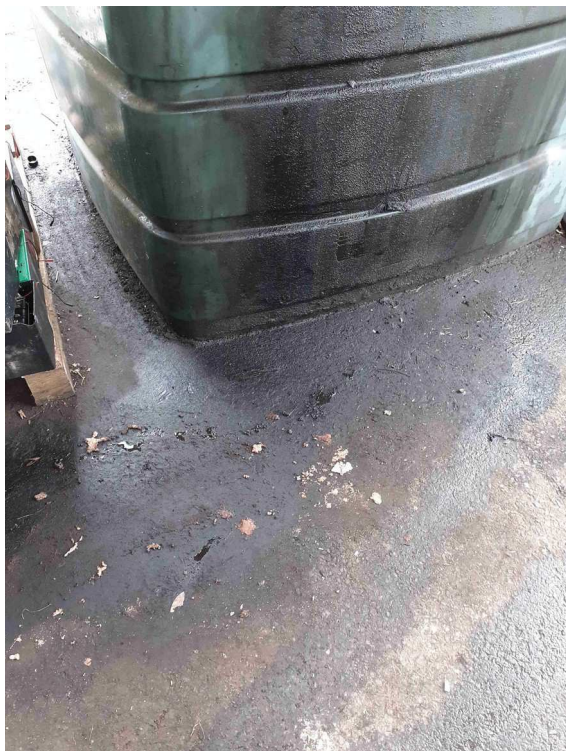
Point de rejet des effluents au milieu naturel inaccessible sous les ronces



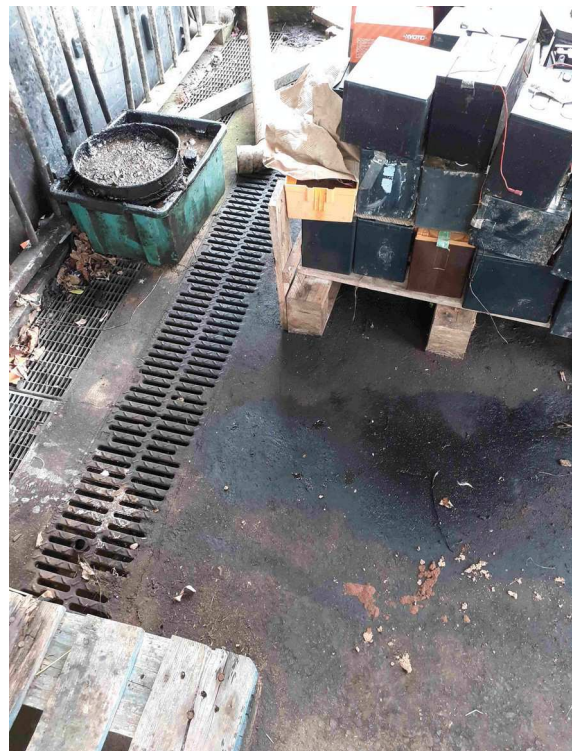
hauts de quais



borne à huiles usagées sous abri



huiles usagées au sol



huiles usagées au sol vers collecteur